

# Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010

## Recommandations prioritaires



## Contexte

L'économie citoyenne est riche en histoire et en diversité comme en témoignent les coopératives plus que centenaires. Les dernières innovations d'entreprises sociales sont aussi des preuves concrètes d'engagement citoyen.

L'économie citoyenne est désormais bien établie dans de multiples secteurs, notamment en travaillant avec les Canadiennes et les Canadiens qui vivent dans les régions urbaines et rurales, les Autochtones, les immigrants, les jeunes, les handicapés, les groupes racialisés et les femmes qui luttent pour l'égalité des sexes.

Face aux récentes crises économiques et aux crises écologiques grandissantes, ces approches revêtent encore plus d'importance.

Le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010 a rassemblé plus de 340 dirigeants et représentants des secteurs du développement économique communautaire, des coopératives et de l'économie sociale. Ensemble, ils ont élaboré un programme politique commun et mobilisé l'action citoyenne pour une économie sûre et durable qui place les êtres humains et la planète au premier rang.

Le Sommet s'est concentré sur six thèmes :

1. Finance et investissement
2. Développement d'entreprises
3. Revitalisation locale
4. Organisation du marché de l'économie citoyenne
5. Renforcement du mouvement
6. International

En se fondant sur de vastes consultations préliminaires et sur le dialogue durant le Sommet, les intervenants ont produit une déclaration et une série de recommandations afin d'élargir l'économie citoyenne. Le présent document présente les recommandations prioritaires que nous faisons au gouvernement fédéral pour chaque thème.

Membres du Groupe directeur du Sommet pancanadien

- [Réseau canadien de DEC](#)
- [Association des coopératives du Canada](#)
- [Chantier de l'économie sociale](#)
- [Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale](#)
- [Causeway](#)
- [Conseil pour les entreprises sociales](#)
- [Enterprising Non-Profits](#)
- [Canadian Centre for Community Renewal](#)
- [Conseil économique des femmes](#)
- [BC-Alberta Research Alliance on the Social Economy](#)

Pour obtenir plus de renseignements sur le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010 et les documents de référence sur les thèmes du Sommet, visitez :

<http://www.ccednet-rcdec.ca/fr/sommet>

*Le 18 janvier 2011*

## 1. Accroître le financement et l'investissement citoyen en développant des mesures fiscales et réglementaires souples

Tel que recommandé par le récent rapport du Groupe d'étude canadien sur la finance sociale, « La mobilisation de capitaux privés pour le bien collectif », afin de mobiliser de nouveaux capitaux dans le but d'influer sur l'investissement au

Canada, le gouvernement fédéral devrait faire équipe avec des investisseurs privés, institutionnels et philanthropiques pour **créer le Fonds d'investissement d'impact du Canada**, lequel aiderait les fonds régionaux actuels à atteindre une taille optimale et favoriserait la création de nouveaux fonds. Les gouvernements provinciaux devraient aussi créer des fonds d'investissement d'impact là où ceux-ci n'existent pas actuellement.

Un investissement fédéral de 20 millions de dollars par année (pendant cinq ans) en capital de risque et des fonds de contrepartie équivalents d'investisseurs privés et institutionnels et de fondations dans un fonds de fonds lanceraient le déploiement des capitaux d'investissement social au Canada.

En outre, apporter les changements réglementaires nécessaires pour permettre l'émission d'obligations et de titres semblables pourrait canaliser les capitaux privés dans des interventions sociales et environnementales. Les ministères fédéraux devraient financer un **groupe technique** d'experts sectoriels et financiers afin de piloter les obligations d'impact social dans les divers ordres de gouvernement, et tous les ordres de gouvernement qui participent à la création d'infrastructure génératrice d'énergie renouvelable devraient piloter une obligation verte pour accélérer la transition du Canada vers une plateforme énergétique plus durable.

## 2. Développer un plus grand rôle pour l'entreprise sociale dans les stratégies de revitalisation économique et dans tous les domaines de politiques et de programmes gouvernementaux

Les entreprises sociales, et plus particulièrement les coopératives et les entreprises sans but lucratif, jouent un rôle important pour créer de la richesse et répondre aux besoins des communautés rurales et urbaines. Contrairement à de nombreuses fausses idées, les entreprises sociales ont un taux de survie plus élevé que les PME classiques, tout en offrant un rendement social et financier sur l'investissement.

Le gouvernement fédéral peut reconnaître la valeur des entreprises sociales par le biais de son appui dans le cadre de ses stratégies de développement économique, en ajustant les programmes existants pour les PME afin de leur faciliter l'accès aux marchés, aux capitaux, à la formation et à la recherche-développement.

### 3. Mettre en oeuvre un cadre de développement économique communautaire

Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de chef de file pour relever les défis complexes dans les communautés canadiennes en **mettant en oeuvre un cadre stratégique fédéral de développement économique communautaire (DEC)**.

Inspirée du cadre en place au Manitoba, l'initiative fédérale inclurait **des principes, des objectifs et une perspective de DEC**. Établir des principes clairs de DEC guidera les efforts du gouvernement pour développer les initiatives pertinentes et fixer des objectifs fournira les points de comparaison pour mesurer les progrès. La perspective de DEC est un outil efficace pour appuyer l'application des principes en vue d'atteindre les objectifs et examiner l'alignement des politiques et des programmes sur les principes. Ces mesures seront le fondement de l'appui pratique du gouvernement au développement communautaire intégré et guideront la mise en oeuvre et la surveillance d'initiatives qui répondent aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des collectivités locales, tout en renforçant la capacité des collectivités à prendre en main leur développement.

### 4. Créer un environnement politique qui appuie les politiques d'achats auprès d'entreprises d'économie sociale

Les achats ciblés vers les entreprises d'économie sociale peuvent assurer le plus grand impact dans une économie citoyenne. L'analyse traditionnelle des achats fondée uniquement sur le prix est injuste pour le

contribuable. Pour obtenir le rendement réel sur l'investissement pour le contribuable, le gouvernement devrait faire une analyse de la valeur globale de ses achats tenant compte du prix, de la qualité, de l'environnement et de la valeur sociale. Les gouvernements devraient **pondérer la valeur sociale** dans toutes les demandes de propositions et **prévoir des ententes de retombées communautaires** pour tous les marchés de plus de 500 000 \$. Une **obligation de salaire de subsistance** pour tous les entrepreneurs, y compris leurs sous-traitants, devrait être obligatoire pour tous les marchés publics.

Comme les achats stimulent la demande, il faut aussi stimuler l'offre des entreprises d'économie sociale. À cette fin, une série de possibilités de renforcement des compétences en affaires, l'accès aux programmes de développement des PME, des subventions pertinentes et une gamme complète d'outils en capital devront être en place. Le financement pour **imiter des programmes efficaces**, comme le RISQ au Québec, *Toronto Enterprise Fund* en Ontario, et *Enterprising Non-Profits* en Colombie-Britannique devrait être offert aux collectivités partout au Canada.

## 5. Créer un groupe et une stratégie de communication et de sensibilisation afin d'encourager la coconstruction de politiques publiques avec tous les ordres du gouvernement et les partenaires de la société civile

Ces dernières années, de nouveaux mécanismes novateurs de développement concerté, de gouvernance et de coconstruction de politiques publiques pour les acteurs du secteur ont vu le jour et ont été des facteurs clés de la réussite au Canada et ailleurs.

Afin d'appuyer la coconstruction continue de politiques publiques, le gouvernement fédéral devrait créer et appuyer un groupe

qui réunirait des représentants de la communauté et du gouvernement. Ce groupe fournirait l'infrastructure pour une participation significative du secteur du DEC dans le développement et l'évaluation des initiatives gouvernementales et dans la révision de ces initiatives pour répondre aux objectifs du DEC et aux priorités du gouvernement.

En plus d'appuyer l'élaboration des politiques fédérales, le groupe pourrait appuyer l'élan dans les provinces et les territoires qui n'ont pas de cadre stratégique, mais qui ont des intérêts importants dans les résultats de la politique publique touchant directement à l'économie sociale, comme la réduction de la pauvreté et le développement durable. Des stratégies de sensibilisation avec d'autres grands intervenants (p. ex. secteur privé, secteur philanthropique et syndicats) pourraient aussi servir à créer de nouveaux partenariats.

## 6. Afin de respecter des engagements internationaux comme les Objectifs du Millénaire pour le développement, intégrer des approches de l'économie citoyenne, dont l'économie sociale, le développement économique communautaire et la participation de la société civile, dans les programmes de l'ACDI.

Au cours de la dernière décennie, partout sur la planète, les citoyens et les communautés ont continué de chercher à prendre en main leur développement et leur avenir. Ces initiatives peuvent prendre la forme d'entreprises collectives comme des coopératives ou des entreprises sociales, voire de petites et moyennes entreprises collectives locales qui contribuent à recréer un tissu économique et social fondé sur les besoins de la population locale en biens, services et emplois. Les politiques et programmes gouvernementaux devraient **appuyer ces initiatives entrepreneuriales de la base**, qui contrastent fortement avec les limites et les échecs des approches imposées d'en haut.

Une société civile vigoureuse et indépendante joue un rôle clé dans la construction d'une économie citoyenne résiliente et contribue à un système de gouvernance démocratique. La participation de la société civile fondée sur la collaboration multisectorielle, les partenariats et les réseaux, depuis le niveau local jusqu'à l'international, permet aux dirigeants locaux de s'appuyer entre eux et d'apprendre les uns des autres. Ces réseaux sont aussi des véhicules de promotion et de développement des marchés, des sources de capitaux et de coconstruction de politiques et de programmes publics qui peuvent appuyer les efforts locaux.